

Nouvelles de Bruxelles

Publié le 19 octobre 2017

Conseil européen, Brexit, budget français, Union de la sécurité, Agence Européenne du Médicament, 150 chefs d'entreprise bretons à Bruxelles, Sebastian Kurz...

Conseil européen des 19 et 20 octobre à vingt-huit puis vingt-sept

Les Chefs d'Etat ou de gouvernement des Vingt-huit sont réunis les 19 et 20 octobre à Bruxelles pour faire le point sur les migrations, l'Europe numérique, la Défense et les Relations extérieures. La matinée du 20 octobre est consacrée à une discussion sur le Leaders'Agenda, un document qui développe des pistes pour revoir la méthode de travail des dirigeants et leur place dans le jeu institutionnel. Les discussions Brexit prévues pour l'après-midi se déroulent en l'absence du Royaume-Uni.

Brexit : progrès insuffisants pour passer à la phase II des négociations

Selon le projet de conclusions du Conseil du 20 octobre (en date du 16 octobre), les Vingt-Sept devraient saluer les progrès accomplis dans les négociations Brexit mais les considérer comme insuffisants pour entamer la seconde phase des négociations. Une nouvelle évaluation est prévue lors du Conseil européen de décembre. Les dirigeants demanderont néanmoins aux équipes de commencer les discussions internes préparatoires sur la future relation et les possibles arrangements transitoires.

La trajectoire budgétaire française obtient le satisfecit de la Commission européenne

Après sa rencontre le 16 octobre avec Edouard Philippe, Jean-Claude Juncker a déclaré « Nous allons examiner (les prévisions budgétaires françaises) avec tous les soins requis mais je crois que la France, qui n'a pas sa place dans cette procédure de déficit budgétaire excessif, sortira de cette situation inconfortable pendant l'exercice 2018 ». Le Président Juncker s'est également dit « assez admiratif » du fait que la France parvienne probablement à rester sous la limite des 3 % de déficit budgétaire en 2017.

Union de la sécurité : de nouvelles mesures pour mieux protéger les citoyens

Le 18 octobre, la Commission européenne a présenté un ensemble de mesures pour aider les États membres à protéger les espaces publics et à priver les terroristes de leurs moyens d'agir. Elle propose également de renforcer l'action extérieure de l'Union en matière de lutte contre le terrorisme, notamment par l'intermédiaire d'Europol, et d'ouvrir des négociations en vue de la conclusion avec le Canada d'un accord révisé sur les données des dossiers passagers.

Agence Européenne du Médicament : le Medef soutient la candidature de Lille

Le Medef a affirmé son soutien à la candidature de Lille pour la relocalisation de l'Agence du Médicament qui devra quitter Londres après le Brexit. Pour Pierre Gattaz : « La présence, dans l'une de nos grandes villes, d'une institution telle que l'Agence Européenne du Médicament serait un nouvel atout pour notre économie et notre écosystème d'innovation ». Les gouvernements européens voteront le 20 novembre pour choisir la prochaine ville d'accueil de l'agence.

Plus de 150 chefs d'entreprise bretons reçus par les institutions européennes à Bruxelles

A l'initiative de l'UE 35, le patronat d'Ille et Villaine, une très forte délégation d'entrepreneurs s'est rendue à Bruxelles. Ils ont pu rencontrer les décideurs du Parlement, de la Commission et les diplomates français. Des

discussions avec les représentants européens des secteurs digital, professions libérales, agroalimentaire et construction ont permis d'aborder les sujets plus spécifiques. Double objectif atteint : faire comprendre aux entrepreneurs de terrain comment marche l'Europe, démontrer à Bruxelles la force et la pertinence du réseau Medef.

Le plus jeune dirigeant européen sera autrichien

Le 15 octobre, l'ancien ministre des Affaires étrangères et leader du Parti chrétien-démocrate (ÖVP), Sebastian Kurz, a remporté les élections législatives autrichiennes à seulement 31 ans. Son parti a obtenu 31,4 % des voix (61 sièges), devant la formation d'extrême droite (FPÖ) à 27,4 % (53 sièges) et les sociaux-démocrates (SPÖ) à 26,7 % (52 sièges). Les Verts avec 3,3 % perdent, quant à eux, leurs 24 sièges et quittent le Parlement. Sebastian Kurz doit désormais constituer une coalition.